Présence et absence des Juifs au Québec

Victor Teboul



L'article ci-dessous parut d'abord dans le quotidien Le Devoir le 10 janvier 1979, à la page 5, dans la rubrique «IDÉES », sous le titre, « La communauté juive au Québec. De la présence à la participation ». Il fut publié grâce à l'esprit d'ouverture de Mme Lise Bissonnette, alors directrice de la rubrique IDÉES et de M. Clément Trudel, journaliste au Devoir, qui avait assisté à ma conférence sur ce sujet au Centre Saidye Bronfman et qui m'invita à soumettre mon texte à son journal. Le sujet étant toujours tabou, on comprendra à la lecture de mes écrits sur le même sujet, les raisons qui m'incitent à souligner l'ouverture d'esprit des collaborateurs du Devoir (de l'époque).

J'expliquai déjà en 1979 ce qui séparait la communauté juive des grands courants qui animaient le Québec. En outre, fait assez inusité dans le domaine des études juives, les chercheurs juifs de langue française qui se sont penchés sur l'histoire du Québec et en particulier sur l'histoire des Juifs au Québec étant rarissimes, la quasi-totalité des études sur ce sujet sont l'œuvre d'auteur.e.s francophones qui ne sont pas issu.e.s de la communauté juive, une réalité qui n'est pas sans effet sur l'orientation qu'adoptent ces auteurs dans leurs recherches. J'ai approfondi l'analyse de ces aspects dans mon ouvrage Les Juifs du Québec : In Canada We Trust (L'ABC de l'édition, 2017) ainsi que

dans mon intervention Les Juifs et les élites québécoises : des susceptibilités à ménager.

Plusieurs raisons expliquent la non-identification des Juifs au Québec français.

Je tentais ici de mettre en lumière certains aspects socioculturels lesquels, je l'espérais, éclaireraient ce phénomène.

On verra qu'il ne s'agit pas que d'une question de langue. Même si aujourd'hui la culture québécoise ne joue plus le même rôle mobilisateur sur le plan politique que dans les années 1960 et 1970, l'article qui suit permettra de constater que peu de choses ont changé en ce qui touche l'appartenance des Juifs du Québec à la nation québécoise.

Un petit rappel. La parution en 1977 de mon essai *Mythe et images du Juif au Québec* eut un retentissement inattendu d'autant plus que le Parti québécois venait de remporter les élections à Québec, il y avait à peine un an. J'étais même surpris de l'intérêt que les médias portaient à mon livre, alors que je ne parvenais pas à trouver un éditeur quelques mois plus tôt. M. Jean-Paul de Lagrave, qui venait de fonder sa maison d'édition, s'intéressait aux Juifs québécois et se montra réceptif à mon projet en le publiant.

Suite à sa publication et à sa couverture par les médias, je fus invité à prononcer une série de conférences auprès de différents groupes.

Il faut se rappeler que pour la première fois dans l'histoire du Canada, une formation prônant l'indépendance du Québec avait pris le pouvoir à Québec en novembre 1976. Ce qui constitua un véritable choc au sein de la communauté juive, majoritairement de langue anglaise, laquelle est, encore de nos jours, coupée des grands courants qui traversent le Québec français.

Comme je le rappelle dans mon dernier essai, *Les Juifs du Québec : In Canada We Trust* (L'ABC de l'édition, 2017), dans lequel j'approfondis cette question, cette non-identification à la Nation québécoise ne s'applique pas qu'aux Juifs du Québec. Les Québécois d'autres origines, dont les anglophones, comme ceux dont les parents se sont établis au Québec avant l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois en 1976, ne ressentent pas une appartenance au Québec français et - surtout - à ses luttes.

Le texte intégral paru au *Devoir*



La communauté juive au Québec

DE LA PRÉSENCE À LA PARTICIPATION

par
Victor Taboul

Professeur de littérature dans un cégep francophone, M. Taboul a publié l'an dernier l'ouvrage « Mythe et images du juif au Québec ». Le texte qui suit est un résumé, qu'il a bien voulu préparer pour LE DEVOIR, d'une conférence qu'il prononçait récemment au Centre Saydie Bronfman de Montréal.

Lorsqu'on tente d'examiner ce qui se passe au Québec avec un certain recul, il est frappant — et même effrayant — de constater l'isolement culturel dans lequel vivent ici les différentes communautés par rapport aux mouvements d'idées qui animent — et secouent — les Québécois francophones.

On a souvent tendance, à tort, de croire que cet isolement est dû à l'obstacle de la langue. Il me semble qu'il devrait être attribué à des facteurs plus complexes.

Si l'on prend comme exemple le cas de la communauté juive du Québec, on découvre qu'elle est partie intégrante des structures sociales, économiques et, jusqu'à un certain point, politiques. On s'aperçoit aussi que même pour ce qui

Il existe cependant un secteur où la Judéité québécoise est absente, c'est le milieu culturel.

En d'autres mots, si le judaïsme est présent au sein même des structures québécoises au moyen de ses écoles, ses synagogues, ses départements universitaires d'Études juives, la pensée juive, la réflexion et la créativité spécifiquement judéo-québécoises sont pratiquement inexistentes ici. Cela en dépit d'une présence juive bicentenaire.

Contrairement aux communautés juives ailleurs, nous, ici, ne jouons pas un rôle actif au niveau culturel. Ce qui ne signifie pas évidemment que absence physique de notre part, puisqu'il existe bien entendu des créateurs et des penseurs juifs québécois. Mais ceux-ci n'influencent guère l'évolution du Québec sur le plan des idées.

Cette absence est d'autant plus flagrante que l'aire culturelle est le lieu où se joue l'avenir du Québec.

Trop préoccupé des manifestations extérieures et parfois anodines du nationalisme québécois, on s'est rarement arrêté au rôle que joue ici la culture et au dynamisme de ses diverses formes d'expression.

Quoiqu'il soit difficile d'associer celles-ci au nationalisme, il n'en demeure pas moins que la situation particulière du Québec a attribué à la culture une fonction tout aussi particulière — celle d'une défense farouche et passionnée du patri-

d'opposition. Elle incarne d'abord un refus. Et l'histoire du Québec constitue une source inépuisable puisqu'elle est elle-même jalonnée de refus: refus des cultures et des groupes étrangers perçus jusqu'ici — parfois avec raison — comme une menace à l'entité canadienne-française. Refus aussi jusqu'à une date assez récente des idéologies « étrangères », comme celles du libéralisme, du marxisme et même du socialisme modéré (genre CCF). Refus aussi de l'industrialisation, de la conscription, des syndicats non-catholiques et même jusqu'à un certain point du cinéma américain, perçu lui aussi comme un outil de transmission d'une culture étrangère.

Cette tradition historique du refus a inévitablement imprégné la culture québécoise. C'est que celle-ci, tout en concrétisant ce refus sur le plan de l'expression, affirmait en même temps l'identité québécoise. L'affirmation de soi dérivait en quelque sorte d'une négation: à Lord Durham qui déclare que les Canadiens (français) sont un peuple sans histoire, François-Xavier Garneau réplique en publiant son impressionnante *Histoire du Canada*.

L'expression culturelle a donc pris ici une connotation opposante assez particulière afin d'exprimer l'identité canadienne-française. De telle sorte que si la culture définit le Québec, le nationalisme a, à son tour, marqué cette culture.

couvrent tout à coup sa prépondérance sur la scène politique.

Le rôle dynamique que joue ici la culture dans l'évolution des idées passe malheureusement inaperçu dans les analyses que font du Québec les médias anglophones.

Même le mouvement féministe a pris ici une tournure culturelle très forte. Contrairement à ses contre-parties européennes ou américaines, où la tendance a surtout été d'un ordre plus intellectuel et cérébral, ici ce mouvement s'est répandu grâce à des genres plus animés et populaires comme le théâtre ou le spectacle.

Que ce soit le spectacle des femmes de la St-Jean organisé et animé par Mme Lise Payette en 1975 ou la pièce controversée *Les Fées ont soif*, c'est encore une fois la culture qui exprime les mutations qui ont lieu ici et qui en même temps incite au changement.

C'est pourquoi l'impact de la culture ne devrait pas être sous-estimé.

Jusqu'ici l'accent a été mis dans la communauté juive sur la connaissance de la langue française comme un moyen de communication avec les Québécois francophones à un niveau surtout social. Il devrait être évident maintenant que cela est insuffisant.

Contrairement aux communautés juives ailleurs dans le monde, nous, à cause des particularités du Québec, ne nous identifions pas avec les significations

dans les formes d'expression culturelle. Dans la littérature, par exemple, où la crise de la conscription réapparaît, dans des pièces de théâtre, dans des films, comme à la radio ou à la télévision.

De plus, lorsqu'on aborde ces épisodes de l'histoire québécoise, ce n'est pas un point de vue critique qui est adopté, mais au contraire une approche sympathique. La crise de la conscription des années 1940, la crise d'octobre ne sont pas perçues dans une perspective fédéraliste, mais dans une perspective nationaliste qui sympathise avec la révolte que ces événements symbolisent.

Quoique l'éclairage accordé à des moments de l'histoire contribue fortement à définir l'identité québécoise, ils ne constituent pas encore l'histoire officielle du Québec. D'où la difficulté majeure qui surgit lorsqu'on est appelé à s'identifier au Québec: on est confronté avec deux perceptions différentes de l'histoire qui sont en conflit.

L'arrivée du PQ au pouvoir signifie que cette vision prédominante de l'histoire au sein de l'intelligentsia québécoise a maintenant acquis un statut officiel.

Parmi ceux qui ne sont pas d'origine canadienne-française cependant — et qui s'identifient presque spontanément à une perception fédéraliste de l'histoire — cette vision n'a pas réussi à s'imposer. Elle a même provoqué des réactions agressives. Certains ont tenté de faire dis-

celle d'une minorité destinée à évoluer sans aucune influence ou contribution de l'extérieur, que ce soit pas l'immigration ou au moyen d'idéologies étrangères. Cette situation semblait convenir à tous — aux Anglo-canadiens et au clergé. Les structures se chargeaient du reste. De telle sorte que si au Québec on s'opposait à l'immigration, le gouvernement fédéral la favorisait. Une fois au Québec, les structures prévoyaient l'intégration des nouveaux arrivants à la communauté anglophone.

Ainsi tout en étant axées sur la conservation de l'identité et de la culture canadiennes-françaises, ces mêmes structures — le système scolaire, les médias, les milieux d'affaires canadiens-français (comme les coopératives et les Caisses Populaires par exemple) — contribuaient en même temps à isoler les différentes communautés vivant au Québec des grands courants de pensée du Canada français. C'est que les structures québécoises étaient avant tout conçues pour une minorité: les Canadiens français.

On n'avait pas prévu toutefois que le Québec évoluerait autrement, qu'il découvrirait un beau jour que son taux de natalité baissait radicalement et qu'il était effectivement en train de devenir une minorité dans sa propre province.

Le point de vue soudain changeait. C'est la fonction de ces structures, plutôt

Le quotidien me présentait ainsi en 1979 :

Professeur de littérature dans un cégep francophone, M. Teboul a publié l'an dernier l'ouvrage « Mythe et images du juif au Québec ». Le texte qui suit est un résumé, qu'il a bien voulu préparer pour *LE DEVOIR* d'une conférence qu'il prononçait récemment au Centre Saidye-Bronfman de Montréal. L'article parut le 10 janvier 1979, dans la page 5, IDÉES, sous le titre, «La communauté juive au Québec. De la présence à la participation ».

Texte intégral de l'article paru au Devoir, le 10 janvier 1979, p. 5.

Lorsqu'on tente d'examiner ce qui se passe au Québec avec un certain recul, il est frappant — et même effrayant — de constater l'isolement culturel dans lequel vivent ici les différentes communautés par rapport aux mouvements d'idées qui animent — et secouent — les Québécois francophones.

On a souvent tendance, à tort, de croire que cet isolement est dû à l'obstacle de la langue. Il me semble qu'il devrait être attribué à des facteurs plus complexes.

Si l'on prend comme exemple le cas de la communauté juive du Québec, on découvre qu'elle est partie intégrante des structures sociales, économiques et, jusqu'à un certain point, politiques. On s'aperçoit aussi que même pour ce qui touche à la langue, elle s'est assez bien adaptée puisque, selon les statistiques, elle constitue le second groupe bilingue après les Canadiens français.

Il existe cependant un secteur où la Judéité québécoise est absente, c'est le milieu culturel.

En d'autres mots, si le judaïsme est présent au sein même des structures québécoises au moyen de ses écoles, ses synagogues, ses départements universitaires d'Études

juives, la pensée juive, la réflexion et la créativité spécifiquement judéo-québécoises sont pratiquement inexistantes ici. Cela en dépit d'une présence juive bicentenaire.

Contrairement aux communautés juives ailleurs, nous, ici, ne jouons pas un rôle actif au niveau culturel. Ce qui ne signifie pas évidemment une absence physique de notre part, puisqu'il existe bien entendu des créateurs et des penseurs juifs québécois. Mais ceux-ci n'influencent guère l'évolution du Québec sur le plan des idées.

Cette absence est d'autant plus flagrante que l'aire culturelle est le lieu où se joue l'avenir du Québec.

Trop préoccupé des manifestations extérieures et parfois anodines du nationalisme québécois, on s'est rarement arrêté au rôle que joue ici la culture et au dynamisme de ses diverses formes d'expression.

Quoiqu'il soit difficile d'associer celles-ci au nationalisme, il n'en demeure pas moins que la situation particulière du Québec a attribué à la culture une fonction tout aussi particulière — celle d'une défense farouche et passionnée du patrimoine.

C'est pourquoi la culture, que ce soit au travers de la littérature, de la chanson ou du cinéma, constitue souvent une force d'opposition. Elle incarne d'abord un refus. Et l'histoire du Québec constitue une source inépuisable puisqu'elle est elle-même jalonnée de refus : refus des cultures et des groupes étrangers perçus jusqu'ici — parfois avec raison — comme une menace à l'entité canadienne-française. Refus aussi jusqu'à une date assez récente des idéologies « étrangères » comme celles du libéralisme, du marxisme et même du socialisme modéré (genre CCF). Refus aussi de l'industrialisation, de la conscription, des syndicats non-catholiques et même jusqu'à un certain point du cinéma américain, perçu lui aussi comme un outil de transmission d'une culture étrangère.

Cette tradition historique du refus a inévitablement imprégné la culture québécoise. C'est que celle-ci, tout en concrétisant ce refus sur le plan de l'expression, affirmait en même temps l'identité québécoise. L'affirmation de soi dérivait en quelque sorte d'une négation: à Lord Durham qui déclare que les Canadiens (français) sont un peuple sans histoire, François-Xavier Garneau réplique en publiant son impressionnante Histoire du Canada.

L'expression culturelle a donc pris ici une connotation opposante assez particulière afin d'exprimer l'identité canadienne-française. De telle sorte que si la culture définit le Québec, le nationalisme a, à son tour, marqué cette culture.

C'est pourquoi, lorsqu'on est intégré dans le courant culturel québécois, le nationalisme ne suscite pas ce sentiment de frayeur qu'éprouvent ceux qui découvrent tout à coup sa prépondérance sur le plan politique.

Le rôle dynamique que joue ici la culture dans l’évolution des idées passe malheureusement inaperçu dans les analyses que font du Québec les médias anglophones.

Même le mouvement féministe a pris ici une tournure culturelle très forte. Contrairement à ses contreparties européennes ou américaines, où la tendance a surtout été d'un ordre plus intellectuel et cérébral, ici ce mouvement s'est répandu grâce à des genres plus animés et populaires comme le théâtre ou le spectacle. Que ce soit le spectacle des femmes de la St-Jean organisé et animé par Mme Lise Payette en 1975 ou la pièce controversée *Les Fées ont soif*, c'est encore une fois la culture qui exprime les mutations qui ont lieu ici et qui en même temps incite au changement.

C est pourquoi l'impact de la culture ne devrait pas être sous-estimé.

Jusqu’ici l'accent a été mis dans la communauté juive sur la connaissance de la langue française comme un moyen de communication avec les Québécois francophones à un niveau surtout social. Il devrait être évident maintenant que cela est insuffisant.

Contrairement aux communautés juives ailleurs dans le monde; nous, à cause des particularités du Québec, ne nous identifions pas avec les significations symboliques qu'a évoquées ici l'histoire.

La Révolution américaine ou la Révolution française constituent grâce à l'éducation, mais aussi grâce au cinéma et à la télévision, une partie intégrante de l'identité américaine ou française. Être Américains ou Français implique une identification avec l'histoire, et avec la signification symbolique qu'ont ces événements. Comme être Juif suggère que Pessah (la Pâque) ne recèle pas seulement une signification religieuse, mais contient aussi un sens historique et symbolique très fort. Ces événements de l'histoire jouent donc un rôle déterminant dans la définition de l'identité.

Il faudrait ajouter que les membres d'un groupe donné acceptent généralement l'interprétation et l’importance accordées à ces événements.

La difficulté qui surgit ici, c'est que l'emphase, et conséquemment l'interprétation, diffèrent. Pour des raisons évidentes, l'identité canadienne, par exemple, met l'accent sur la fondation de la Confédération plutôt que sur la Conquête, alors que la tendance parmi les intellectuels canadiens-français est de s'attacher aux conséquences de la Conquête. Et une défaite a habituellement peu d'effets positifs.

Mais cela n'est évidemment qu'un exemple. Il existe d'autres événements qui sont significatifs pour la conscience canadienne-française et qui expriment sa révolte et son refus de cette défaite.

Ce sont la Révolte de 1837, appelée de façon assez appropriée la Révolte des Patriotes (**1**), les deux crises de la conscription — qui symbolisent un refus collectif de participer à

des conflits perçus comme n'engageant que l'Angleterre — et plus récemment la « Crise d'octobre » où, d'une manière ou d'une autre, l'intelligentsia québécoise était impliquée.

Ces événements, faut-il le souligner, font partie de la culture actuelle du Québec. Ce ne sont pas choses du passé qui ne subsistent que dans des musées. Au contraire, ils occupent une place centrale dans les formes d'expression culturelle. Dans la littérature, par exemple, où la crise de la conscription réapparaît, dans des pièces de théâtre, dans des films, comme à la radio ou à la télévision.

De plus, lorsqu'on aborde ces épisodes de l'histoire québécoise, ce n'est pas un point de vue critique qui est adopté, mais au contraire une approche sympathique. La crise de la conscription des années 1940, la crise d'octobre ne sont pas perçues dans une perspective fédéraliste, mais dans une perspective nationaliste qui sympathise avec la révolte que ces événements symbolisent.

Quoique l'éclairage accordé à des moments de l'histoire contribue fortement à définir l'identité québécoise, ils ne constituent pas encore l'histoire officielle du Québec. D'où la difficulté majeure qui surgit lorsqu'on est appelé à s'identifier au Québec: on est confronté avec deux perceptions différentes de l'histoire qui sont en conflit.

L'arrivée du PQ au pouvoir signifie que cette vision prédominante de l'histoire au sein de l'intelligentsia québécoise a maintenant acquis un statut officiel.

Parmi ceux qui ne sont pas d'origine canadienne-française cependant — et qui s'identifient presque spontanément à une perception fédéraliste de l'histoire — cette vision n'a pas réussi à s'imposer. Elle a même provoqué des réactions agressives. Certains ont tenté de faire disparaître la devise « Je me souviens » inscrite sur les plaques d'immatriculation en la masquant d'un papier collant.

D'autres ont exprimé plus émotivement leur refus de cette vision historique en réagissant d'une manière démesurée contre une chanson très populaire dans les milieux péquistes qui s'intitule « Demain nous appartient ». On a vu dans cette chanson, un chant nazi et on s'est hérissé contre le pronom « nous » qui était perçu comme excluant tous ceux qui n'étaient pas Canadiens français, et plus spécifiquement les Juifs.

Ce sont là des réactions qui révèlent bien l'acuité et les dangers de l'isolement culturel. Ces mêmes attitudes ne voient dans le nationalisme québécois qu'un parti politique qu'il s'agit de battre aux prochaines élections. Elles ignorent évidemment l'impact et la pénétration en profondeur de ce mouvement dans la conscience des Québécois francophones. Elles ignorent aussi qu'il aura toujours sa raison d'être tant que le Québec aura un statut minoritaire au niveau pancanadien.

Ce statut minoritaire a non seulement imprégné la culture et les mentalités, mais s'est aussi greffé aux structures sociales du Québec.

Celles-ci ont en effet suivi fidèlement le schème d'une culture minoritaire sur la défensive.

La division du système scolaire selon des bases confessionnelles, par exemple, semble avoir été créée dans le seul but de préserver l'identité canadienne-française. Un tel système, présent aussi dans certaines provinces canadiennes et visant surtout à protéger les droits des Canadiens français, est non seulement unique en Amérique du Nord, mais va même à rencontre de l'idéologie libérale qui a toujours exclu la religion des écoles publiques (**2**).

Les partis politiques pourraient également être perçus selon ce schème d'une culture homogène et minoritaire, avec la seule exception du Parti libéral dont les assises ont été urbaines.

Il semble donc que la place accordée au Québec au sein de la Confédération a été celle d une minorité destinée à évoluer sans aucune influence ou contribution de l'extérieur, que ce soit par l'immigration ou au moyen d'idéologies étrangères. Cette situation semblait convenir à tous — aux Anglo-canadiens et au clergé. Les structures se chargeaient du reste. De telle sorte que si au Québec on s'opposait à l'immigration, le gouvernement fédéral la favorisait. Et, au Québec, les structures prévoyaient l'intégration des nouveaux arrivants à la communauté anglophone.

Ainsi tout en étant axées sur la conservation de l'identité et de la culture canadiennes-françaises, ces mêmes structures — le système scolaire, les médias, les milieux d'affaires canadiens-français (comme les coopératives et les Caisses Populaires par exemple) — contribuaient en même temps à isoler les différentes communautés vivant au Québec des grands courants de pensée du Canada français. C'est que les structures québécoises étaient avant tout conçues pour une minorité: les Canadiens français.

On n'avait pas prévu toutefois que le Québec évoluerait autrement, qu'il découvrirait un beau jour que son taux de natalité baissait radicalement et qu'il était effectivement en train de devenir une minorité dans sa propre province.

Le point de vue soudain changeait. C'est la fonction de ces structures, plutôt que les structures elles-mêmes, qui devait se modifier. Du rôle de conservation et indirectement d'exclusion qui leur était dévolu, elles devaient viser maintenant à intégrer les nouveaux arrivants.

Dans cette perspective, la communauté juive n'est évidemment pas responsable de son isolement, mais il importe qu'elle en soit consciente.

Jusqu'ici le dialogue avec les Québécois francophones s'est fait à un niveau structurel, presque officiel et, de toute manière, impersonnel. Sur le plan politique, cela s'est traduit par un contact étroit avec le parti qui s'était le plus urbanisé et où des porte-parole de la communauté gravissaient les échelons. L'habitude des porte-parole s'y est

malheureusement installée. Dans une société où les structures suivent les lignes ethniques ou religieuses, chaque communauté s'est naturellement créé les siennes. Ce qui contribue inévitablement à projeter une image monolithique et désincarnée de ses membres. Lorsqu'on représente toute une communauté, la prudence oblige.

Il importe maintenant de ne plus se limiter a ce dialogue institutionnel, mais de favoriser l'émergence de penseurs et de créateurs juifs qui s'exprimeront au sein même du mouvement d'idées qui anime le Québec. Des individus non plus préoccupés de relations publiques, mais d'idées, de critique constructive et créatrice.

C'est à cette condition que le concept de Québécois — encore par moments trop restrictif — subira une extension. Il faut que le Québec soit aussi pensé, critiqué et chanté par d'autres que des Canadiens français. Les différences qui jusqu'ici définissaient les «autres» devraient maintenant faire partie intégrante de l'être Québécois.

C'est ainsi qu'on marquera le passage du statut minoritaire désigné par le concept de Canadien français à celui d'une majorité qu'indiqué le terme de Québécois.

Notes

1. Le gouvernement du Parti québécois fait adopter une loi, en novembre 2002, proclamant le lundi qui précède le 25 mai Journée nationale des patriotes. Cette journée, jour férié et chômé au Québec, souligne l'importance de la lutte des patriotes de 1837-1838 pour la reconnaissance de leur nation, pour la liberté politique de celle-ci et pour l'établissement d'un gouvernement démocratique. Avant l'adoption de cette loi, le lundi précédant le 25 mai était appelée la fête de Dollard. Celle-ci était instituée dans les années 1920 afin de remplacer la fête de la Reine, appelée «*Victoria Day*» dans le reste du Canada et célébrée à la même date.

2. Ce n'est qu'en juin 2000 seulement que l'Assemblée nationale du Québec a adopté la Loi 118 abrogeant le statut confessionnel des écoles publiques, primaires et secondaires du Québec. Cette loi a été rendue possible grâce à une modification de l'article 93 de la Constitution canadienne, effectuée en 1998, permettant ainsi la création de commissions scolaires linguistique.

Source : https://www.victorteboul.com/Article.aspx?ID=1365&L=fr

Le texte ci-dessous a aussi été publié dans l'ouvrage *Libérons-nous de la mentalité d'assiégé, sous le titre* « Pourquoi les Juifs ne s'identifient pas au Québec » (éditions L'accent grave, 2014).

Lien au texte intégral du *Devoir*, 10 janvier 1979, page 5 :

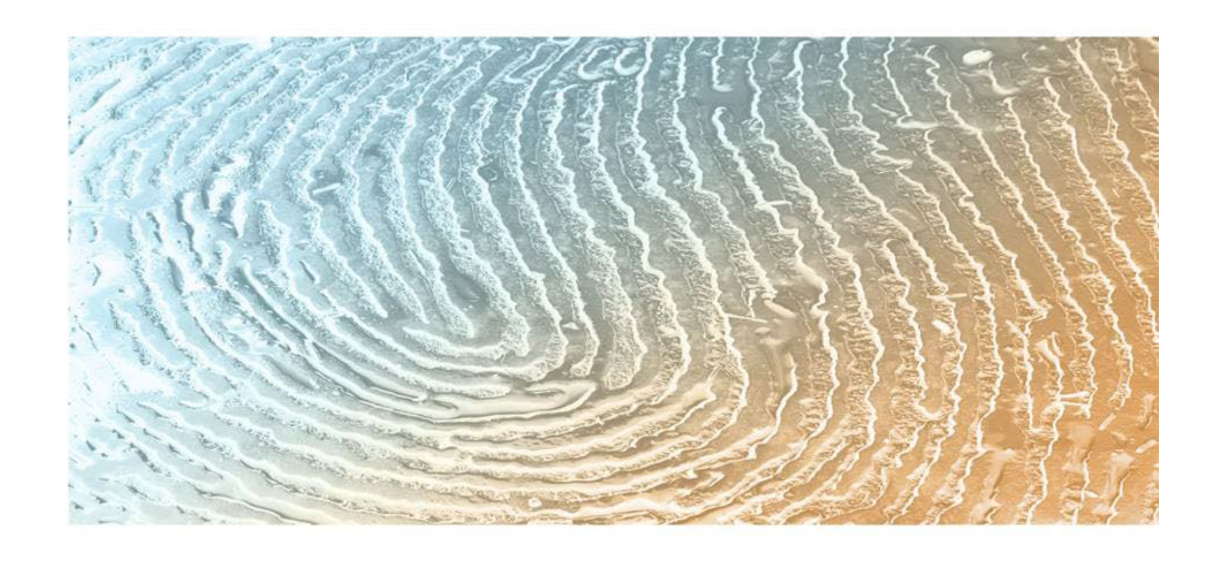
https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2776174?docsearchtext=le%20devoir%2010%20janvier%201979 aller à la page 5.

Voir sur le même sujet :

Les Juifs et les élites québécoises : des susceptibiités à ménager

Les Juifs du Québec : In Canada We Trust. Réflexion sur l'identité québécoise

Victor Teboul



Les Juifs du Québec

In Canada We Trust

Réflexion sur l'identité québécoise

